

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 6, DIM. 7, LUN. 8 OCTOBRE 1979 - N° 967

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Marche nationale
des femmes.
Paris samedi
6 octobre

**Avortement
libre et gratuit,
y compris pour
les mineures et
les immigrées !**

LIRE EN PAGE 4

**Tricastin,
Gravelines :
les travailleurs
prêts à toute
éventualité**

LIRE EN PAGE 4

ALSTHOM-BELFORT DES GREVISTES INGENIEURS ET OFFENSIFS



Lire en pages 2 et 3

Dans ce numéro, un supplément spécial

30^e ANNIVERSAIRE

DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE



Dans une commune populaire, près de Shanghai : la mécanisation de l'agriculture, partie intégrante de la lutte pour les « quatre modernisations ».



Décembre 1978 : des travailleurs lisent des « dazibaos » apposés sur les murs de Beijing. Parmi les problèmes abordés, celui de la démocratie socialiste.

Au sommaire :

- Editorial
- Carnet de voyage
- 30 années de grandes réalisations économiques
- La révolution chinoise depuis 1949
- Entretien avec un vétéran communiste
- Interview de Régis Bergeron

Rouen

Plusieurs milliers de manifestants pour la libération d'un militant CGT

La politique giscardienne de prises d'otages judiciaires semble faire école, si l'on en juge par la scandaleuse arrestation et l'inculpation de Marcel Lamy, militant CGT. Celui-ci, ouvrier à la Compagnie française d'entreprise métallique, distribuait des tracts syndicaux informant des risques de fermeture de cette entreprise, et peignait des solgans sur un pont de Rouen. La police arrêtait alors les militants syndicaux présents : Marcel Lamy se trouvait inculpé de coups et blessures à agent de la force publique dans l'exercice de ses fonctions.

Mercredi, une importante manifestation syndicale protestait contre cette incarcération, mais le tribunal décidait de maintenir Lamy en prison jusqu'au jugement prévu pour le 9 octobre. Celui-ci nie avoir frappé un agent. La CGT de Rouen estime qu'il s'agit là d'une réédition de la pratique de prises d'otages,

étrennée après la manifestation du 23 mars à Paris. Les seuls témoignages retenus contre Lamy sont, bien entendu, ceux des policiers. L'USTN-CGT appelle à une grève de 24 h mardi dans toutes les entreprises métallurgiques du département.

LE CAS N'EST PAS ISOLE :

A Paris, trois des participants aux obsèques de Pierre Goldman ont été arrêtés et inculpés de «violences à agent et port d'arme par destination» (les «armes» en question sont des pavés qu'ils auraient lancés sur les forces de l'ordre au cours des incidents qui ont marqué la fin des obsèques). L'affaire doit être jugée en audience de flagrant délit le 15 octobre. Les seules charges retenues contre eux sont, là aussi, les témoignages policiers. Leurs avocats font remarquer que de nombreux témoignages vien-

nent contredire ceux des policiers. «Nous nous acheminons, ajoutent-ils, vers un dossier monté de toutes pièces, sur le témoignage unique des policiers, comme celui du 23 mars».

Dernière affaire du même type : Francis Pain, employé à l'INA, vient d'être placé sous mandat de dépôt, accusé d'infraction à la loi anti-casseurs : il aurait participé aux pillages qui ont accompagné les affrontements lors de la manifestation du 23 mars. Seule pièce de l'accusation : une photo de presse, qui, en droit, ne constitue pas une preuve.

Autant de faits qui rendent nécessaire une mobilisation contre les atteintes aux libertés, que le pouvoir multiplie dans le droit fil des scandaleuses condamnations consécutives à la manifestation du 23 mars.

F.N.

Giscard à Pau

LES DESSOUS D'UN VOYAGE

Jusqu'à samedi, Giscard était en Aquitaine, pour une visite électorale qui l'a mené successivement à Agen, Pau et Bordeaux. Dans les trois villes, des manifestations ont été organisées.

Si la télévision rend largement compte de ce voyage, elle le fait du côté officiel. Il est d'autres aspects au voyage présidentiel, beaucoup plus méconnus.

Ainsi la mobilisation policière est-elle énorme. Alors que Giscard était à Pau vendredi, plusieurs compagnies de CRS avaient pris position dès lundi au long de la frontière franco-espagnole ; les services de sécurité avaient fait savoir qu'ils craignaient l'intervention de militants basques. Plusieurs dizaines

d'habitants de Pau ont d'ailleurs été priés de quitter le département dans la journée de vendredi. La police a interpellé les récalcitrants. Quant aux habitants des appartements qui donnent sur les rues où est passé le cortège présidentiel, ils avaient tous reçus une lettre personnelle, leur enjoignant de ne pas accueillir chez eux, plus de deux personnes. Dans la même lettre, la police leur demandait de dénoncer «tout ce qui leur paraît suspect».

Mais le plus scandaleux est ailleurs. Des travaux, d'un coût total de 60 millions d'AF, ont été réalisés à la ville préfectorale, là où Giscard devait coucher. Crainte ou caprice, il a finalement été dormir ailleurs... A l'hôpital de Pau (ou par ailleurs le personnel était en grève), un bloc opératoire a été réquisi-

tionné, avec chirurgien, anesthésiste et infirmières. De grandes quantités de sang, du groupe de Giscard et de celui de sa femme, ont été acheminés.

Un journal local, généralement bien informé, indique que des robinets en or ont même été installés dans les toilettes du château de Pau, là où devait se tenir la réception. Les services du protocole ont fait savoir que Monsieur d'Estaing buvait de l'eau Badoit, tandis que Madame préférait le Vittel. Et le plus choquant peut-être : en dernière minute, le conseil général des Pyrénées-Atlantiques a fait l'acquisition d'un fauteuil bleu, d'une valeur de 2 millions d'AF. Motif : vendredi, la tenue de madame d'Estaing ne s'harmonisait qu'avec le bleu...

POURSUITES CONTRE TOUVIER

Les plaintes déposées en 1973 contre Paul Touvier, ancien chef de la milice à Lyon, pour crimes contre l'humanité, ont été enfin confiées à un magistrat instructeur. Touvier avait été condamné à mort par contumace en 1947, pour intelligence avec l'ennemi. En 1968, cette condamnation tombait sous le coup de la prescription, mais il demeurait interdit de séjour et ses biens étaient confisqués. En 1971, Pompidou l'avait grâcié de ces peines.

REFONTE DE LA LETTRE DE L'UNITE

La Lettre de l'Unité, publication quotidienne du PS, change de titre pour s'intituler désormais *Riposte*. La nouvelle publication socialiste change sa formule, qui, d'un feuillet passe à quatre pages, format tabloïd. En attendant sans doute la réalisation pleine et entière d'un quotidien socialiste, dont l'idée est attentivement étudiée pour faire pièce au *Matin*, suspect de sympathies rocardiennes.

La grève au jour le jour

Mercredi 26 :

La direction s'apprête à fêter fastueusement le centenaire de l'usine, 250 invités, Poniowski lui-même, des centaines... de millions d'investissements, une journée porte-ouverte.

En contre-partie de ces 100 ans d'exploitation, les ouvriers auront au choix : une petite bouteille de cognac, ou une médaille, ou un stylo. «C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase» vase rempli par l'attitude d'un patron de choc, Dufour, qui «réorganise» la boîte depuis trois ans (tableaux d'absentéisme, chronométrage du casse-croûte...).

Jeudi 27 :

A l'appel des organisations syndicales, débraya-

la bouche du PDG Schultz, en les présentant comme un cadeau de la direction pour le centenaire !..

La direction assortit ses propositions d'un préalable : «Dimanche matin, la réponse doit être donnée par l'intermédiaire d'un vote à bulletin secret».

Les organisations syndicales acceptent le principe de ce vote pour le samedi, cette décision sera très discutée dans les piquets de vendredi soir.

Samedi 29 :

La direction passe la matinée à téléphoner à ses cadres pour les mobiliser pour le vote.

14 heures : Meeting intersyndical. Les syndicats refusent la composition

vriers (participation qui ne faiblira pas les jours suivants) se relaient pour assurer les piquets aux 6 portiers de l'usine.

Lundi 1^{er} :

Le temps fort de la journée sera la visite d'une délégation chinoise organisée par les syndicalistes pour montrer au patron que les ouvriers ne se désintéressent pas totalement de l'avenir de l'usine, accueillant la délégation avec une banderole. Cette visite dépassera le cadre initial prévu. L'attitude des Chinois, saluant la lutte des travailleurs de l'Alsthom, serrant les mains du piquet, entraînant de nombreuses discussions : «S'ils nous comprennent, c'est que là-bas les travailleurs



ge massif à 9 h 30, plusieurs dizaines d'ouvriers envahissent les bureaux de la direction pour la forcer à négocier.

14 heures : 90 à 100 % des grévistes selon les ateliers, patronat, syndicats sont surpris par l'ampleur du mouvement.

Pour toute négociation, la direction annonce la suppression du centenaire. La grève illimitée avec occupation est aussitôt votée à main levée par les 4 000 salariés présents devant les bureaux de la direction.

15 heures : les piquets se mettent en place aux portes.

Vendredi 28 :

9 heures : trois à quatre mille manifestants partent en cortège offensif, et parcourent pendant la matinée les artères de la ville en scandant : «Pas de Ponia, du pognon !», «Le 13^e mois».

14 h 30 : L'Intersyndicale négocie avec la direction.

18 heures : Celle-ci propose des miettes : 300 francs de prime pour le centenaire, une journée d'ancienneté pour dix ans, le pont du Nouvel an... propositions que les patrons avaient de longue date prévu d'annoncer par

patronale ; toutefois, la CGT précise : «Si la reprise est votée à la majorité, nous continuerons la lutte sous d'autres formes».

2 800 travailleurs et cadres (sur 7 500 salariés) se succéderont entre 15 et 18 heures pour voter. Chalot, un patron qui prétendait narguer les travailleurs, est ridiculisé et expulsé par les grévistes.

18 h 30 : 63 %, 1 856 voix pour la poursuite du mouvement. Dans des conditions qui leur étaient pourtant très défavorables (mobilisation des cadres par la direction, alors que de nombreux ouvriers, dispersés à trente kilomètres à la ronde, n'ont pu être prévenus).

«La grève continue». C'est une première victoire et cette soirée du samedi, l'ambiance est au beau fixe dans les piquets, forts de ce résultat qui, bien que le vote se soit déroulé dans ces conditions défavorables, a montré une confortable majorité pour la poursuite du mouvement.

Dimanche 30 :

La grève s'organise, des rondes sont organisées pour éviter des dégradations dans l'usine. Plusieurs centaines d'ou-

viens possèdent les usines» entendra-t-on dans les piquets...

Mardi 2 :

Ambiance de fête dans certains piquets de grève. Une réunion de femmes de grévistes est organisée pour envisager le soutien actif à la lutte. Le maire PS et un adjoint, membre du PCF, montent à Paris pour essayer de nouer des contacts...

Les ouvriers préparent des banderoles vivantes pour égayer l'usine, et pour la manifestation prévue le lendemain.

Mercredi 3 :

Les contacts noués avec la direction sont aussitôt rompus, celle-ci posant en préalable inacceptable à toute négociation le retrait des piquets de grève.

16 h 30 : Un meeting réunissant 3 à 4 000 personnes fait le point sur le conflit.

Une manifestation massive et combative (cf QdP du 3 octobre) va défilier durant 2 heures dans toute la ville.

Des discussions sont menées dans certains piquets sur la poursuite du mouvement (voir article ci-contre).

Lors de la visite de la délégation chinoise le 1^{er} octobre.

ALSTHOM-BELFORT DES GREVISTES INGENIEUX ET OFFENSIFS

De notre correspondant

Photos Martine Chevillard

Après la manifestation, qui a donné un «coup de fouet» au moral des grévistes, déjà bon après 5 jours de lutte avec occupation et la fatigue qui commençait à accumuler, un groupe d'un peu plus d'une dizaine de jeunes travailleurs syndiqués pour grand nombre à la CFDT a décidé de se retrouver

pour débattre du mouvement en cours. Une discussion passionnante, où chacun apporte des idées nouvelles, démonstrative de la richesse de la réflexion des travailleurs en lutte lorsqu'elle trouve à s'exprimer.

Dans ce débat, de multiples questions ont été abordées, parmi elles, celle de renforcer la lutte dans l'usine elle-même : «Nous devons proposer des actions qui renforcent le mouvement et auxquelles

peuvent adhérer un maximum de gens». On évoque la possibilité de lancer une radio libre sur l'usine, qui permettrait à chacun de s'exprimer, de confronter différents points de vue, «le souci d'unité est grand,

mais il faut que chacun puisse exprimer sa détermination». La popularisation est aussi à l'ordre du jour, chacun pense que le soutien des autres boîtes et celui des quartiers populaires de la ville est néces-

saire. Des interventions en direction de Peugeot Sochaux sont à l'étude ; «Les femmes de grévistes pourraient animer des discussions sur les marchés»...

Mais comment faire passer dans la vie ces idées... Si celles-ci ne manquent pas (actions coup de poing, blocage des trains...) encore faut-il qu'elles soient reprises par l'Intersyndicale qui dirige la grève.

Comment renforcer la démocratie, développer la prise en compte des propositions issues des travailleurs, des piquets, impulser le débat nécessaire pour faire émerger ces idées ? Comment faire pour que de plus en plus de travailleurs se sentent directement concernés par la conduite de la grève ?... C'est ce qui ressortait de cette première rencontre ce mercredi soir (3 octobre NDLR), les participants notant qu'une initiative intéressante avait été prise dans ce sens : un cahier est déposé à chaque piquet, cahier où tout travailleur peut noter des propositions, les cahiers étant ensuite ramassés par l'Intersyndicale... Dans toutes les interventions, l'accent est mis sur l'unité, sur la nécessité d'éviter les cassures, afin que l'ensemble des travailleurs comprenne et prenne en charge ces propositions pour développer la lutte.



△ «On n'avait jamais vu ça !»

L'extension de la lutte

Même si cette perspective n'a pas toujours été développée et prise en main, elle reste présente au fur et à mesure qu'arrivent les échos d'autres usines en lutte :

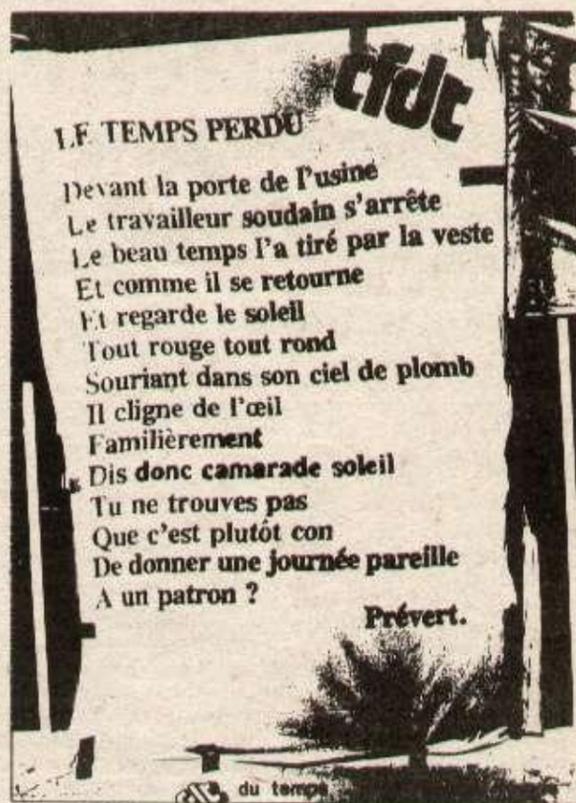
- A Bull, usine à 200 mètres de l'Alsthom où les travailleurs ont débrayé vendredi et lundi pour une augmentation uniforme de 400F pour tous.
- La Cetag à Bourogne dans le territoire de Belfort, petite usine filiale de l'Alsthom, occupée également depuis jeudi.
- L'Alsthom-Marseille occupée depuis jeudi 27.
- St Florent occupée depuis mardi 2.

D'autre part, localement la lutte des travailleurs de l'Alsthom donne des idées à ceux qui voudraient entrer en lutte.

Ainsi telles réflexions de délégués CFDT lors d'une réunion convoquée lundi par la CGT afin de populariser la grève, se proposant de rentrer en lutte sur leurs revendications.

Ainsi ce syndicalistes des cycles de Beaulieu-Mandeure rencontré à la manifestation de mercredi, expliquant que les cycles pourraient bien suivre l'exemple de l'Alsthom.

Klaxon, pétards, chansons : une manifestation pleine d'entrain. ▽



Aujourd'hui sur les murs de l'Alsthom... !

LA CHANSON DU CENTENAIRE

Sur l'air de «J'ai la rate...»

Depuis que je suis Centenaire
C'est bien rigolo, entre nous
Je suis d'une santé de fer
Et j'n'me soucie de rien du tout.
J'ai beau vouloir ne rien montrer
J'ai bien envie de rigoler.

Les façades ravalées
Les pelouses bien plantées
Les entrées préparées
Les allées balayées
L'atelier bien rangé
L'matériel astiqué
L'ouvrier résigné
L'mensuel bien dressé
L'ingénieur bien stylé
Et le Schultz apprêté
Le Ponia invité
Le Dufour bien placé
Le Chalot bien rusé
Le Descroix qu'est bien droit
Des salaires en décroît
Et des lois en surcroît.

Ah mon dieu que j'suis content
Je suis très bien portant,
Ah mon dieu que j'suis content
D'leur en mettre plein les dents.

Mais v'là que'que temps
C'n'est pas marrant,
Les ouvriers sont mécontents.
Tous mes cadeaux non acceptés
Mes invités tous refoulés
J'ai beau vouloir m'en remonter
J'en souffre de tous les côtés.

Le personnel déclassé
Le Travailleur mal payé
Le cognac renversé
Le mensuel révolté
Le Ponia refoulé
Le Dufour réfugié
Et le Schultz attristé
Et le Roux trop brûlé
Le Descroix qu'est pas droit
Le Chalot qu'est pâlot
J'ai les portes occupées
Les Syndicats déchaînés
Les grévistes sur la piste
Belfortains dans les reins
Les médailles en pagaille
Les stylos dans le dos.

Ah mon dieu que j'suis mécontent
Je n'suis plus bien portant
Ah mon dieu que j'suis mécontent
Mon Centenaire fout le camp.

PAROLIERS : BOIS P. et BERTRAND N.
INTERPRETE : BUFFARD P.
MUSICIEN : STIRNEYARD

AVORTEMENT LIBRE ET GRATUIT Y COMPRIS POUR LES MINEURES ET LES IMMIGREES !

**Marche nationale
des femmes
à Paris,
samedi 6 octobre.**

Depuis des mois, le gouvernement entretenait l'incertitude : qu'allait devenir la loi Veil, réglant les interruptions de grossesse, votée il y a bientôt cinq ans... pour cinq ans précisément ? Allait-on revenir en arrière ? C'est ce que souhaitait ouvertement un certain nombre de personnalités, de dignitaires de l'église catholique et de mandarin de la médecine. On n'a d'ailleurs pas fini d'entendre leurs cris, puisque mercredi, le conseil des ministres décidait de proposer au Parlement la reconduction pure et simple de la loi Veil. Peut-on pour autant crier victoire ?

Rencontre nationale du mouvement des femmes

Le dimanche 7 octobre de 10 h à 20 h, à la faculté de Vincennes. Pour faire le point sur la lutte pour l'avortement libre et gratuit, notamment le bilan de la marche du 6 octobre, sa place dans la lutte des femmes et surtout discuter de la poursuite du mouvement.

Nombreuses commissions, tables de presse. Faculté de Vincennes, route de la Tourelle 75 012 Paris (M^o Château-Vincennes), navettes assurées.

Pouvait-on s'attendre à mieux, de la part de ce gouvernement dont un des buts avoués est de faire rentrer au foyer le maximum de femmes, ces « voleuses » d'emploi ? Pouvait-on s'attendre à mieux, de la part de ce gouvernement qui réduit les dépenses de santé, licencie des centaines de travailleurs hospitaliers, ferme des milliers de lits d'hôpital ? Non, on savait d'avance que ce gouvernement ne nous ferait pas de cadeau, sur le problème de l'avortement pas plus que sur d'autres.

C'est pourquoi la lutte pour la liberté de l'avortement qui n'a pas cessé, y compris pendant ces cinq années de loi Veil, est à poursuivre. C'est pourquoi la marche nationale des femmes, ce samedi 6 octobre à Paris, doit être un succès. C'est pourquoi la riche expérience des groupes femmes, des comités et collectifs doit s'enrichir encore en marquant de nouveaux points, sur le terrain des quartiers, des hôpitaux. Lariboisière, Montreuil, Angers, ce ne sont que quelques exemples de luttes qui ont permis l'ouverture ou le maintien de centres d'IVG. A chaque fois, il a fallu une mobilisation large des femmes du quartier ou de la ville, des travailleurs

hospitaliers, des syndicalistes, de tous ceux qui sont prêts à se battre, aux côtés des femmes du peuple, pour imposer les droits des femmes. C'est dans cette voie qu'il faut poursuivre, car c'est là, sur le terrain plus encore qu'au Parlement, que se joueront bien des choses.

Unité la plus large, autour des revendications des femmes, de leurs luttes, qui sont celles des couches populaires ! Les objectifs sont clairs. Que tous ceux qui y souscrivent, et sont prêts à participer aux mobilisations pour arracher ces revendications, puissent y trouver leur place !

En ce sens, nombreux sont ceux qui regretteront de ne pouvoir participer à la marche nationale du 6 octobre, puisqu'il a été finalement décidé qu'elle ne serait pas mixte. Ils s'interrogent. Ils comprennent le souci maintes fois réaffirmé des différentes composantes du mouvement des femmes de ne pas attendre le feu vert des institutions politiques ou autres, de ne pas céder aux tentatives de récupération, d'où qu'elles viennent. Mais ils voient mal en quoi leur présence, leur soutien serait à tous les coups une tentative de récupération ou de mainmise.

Parmi les femmes des groupes, des comités, c'est la même interrogation.

D'autant que toutes et tous, nous sommes d'accord pour dire qu'aujourd'hui, la bourgeoisie fait tout pour diviser le peuple, pour mettre les femmes à l'écart du travail, de la vie sociale, en s'appuyant sur le développement du chômage. Et qu'il faut donc une riposte large, unie, sur des bases claires. Ce qui ne ferait pas l'économie de la lutte contre les conceptions fausses propagées par la bourgeoisie au sein même du peuple. L'exemple des centaines de luttes menées en commun, pour obtenir l'ouverture de centres d'IVG, ou contre la répression frappant indistinctement militantes et militants en faveur de la liberté de l'avortement, montre que c'est possible !

Monique CHERAN

Le rassemblement des femmes aura lieu à 14 heures, Place Denfert Rochereau, ce samedi 6 octobre. La marche prendra la direction du Champ de Mars. A partir de 17 h 30 environ, et jusqu'à 21 h, animation au pied de la Tour Eiffel. Ensuite, projections de films et débats se poursuivront.

NE TOUCHEZ PAS AU TRESOR

Quand on est pharmacienne à Marnay, qu'on est adhérent à «Laissez-les-Vivre», qu'on placarde une affiche dans sa boutique «Femmes de France, ne touchez pas au trésor qui conditionne votre vie de femmes... on refuse de vendre des contraceptifs... Depuis 76, les plaintes ont afflué contre cette pharmacienne de Marnay. Aujourd'hui, son cas est de nouveau examiné par la Cour de cassation de Dijon. Jugement le 22 novembre. En attendant, elle a déclaré qu'elle continuerait à refuser de vendre la pilule.

ENCORE UN JUSTICIER

Un commerçant d'Angoulême, en Charente, a tué d'un coup de fusil de chasse, un jeune cambrioleur de 16 ans, qu'il avait surpris dans son magasin. Il y a quelques jours, un jeune militaire était abattu d'un coup de fusil par un serveur à la Brasserie de la gare de l'Est, pour un litige sur le prix des consommations.

TRICASTIN, GRAVELINES : LES TRAVAILLEURS PRETS A TOUTE EVENTUALITE

Statut quo à Gravelines et Tricastin. Jeudi soir, les syndicalistes des deux centrales en instance de chargement (alors que des pièces essentielles sont fissurées) nous signalaient que les piquets de grève étaient en place, que tout était prévu en cas de coup de force de l'EDF.

Par ailleurs, le Conseil d'Information sur l'Energie Electro-nucléaire que préside Simone Veil s'est trouvé assez ridicule : c'est en lisant la presse que ses membres ont appris que des pièces des centrales étaient fissurées. Comme quoi les étiquettes peuvent être trompeuses...

En ce qui concerne les vérifications et le contrôle des fissures constatées, la CGT a demandé à la direction d'EDF de surseoir au 15 novembre le chargement des

réacteurs. La direction d'EDF, sereine comme à son habitude, a rétorqué qu'un examen «à 100 %» de ces éléments pourra être fait dans des délais bien plus courts, de l'ordre d'une semaine par exemple. Ce qui est aller un peu vite en besogne. Claude Richard, de la FGE-CFDT indiquait par exemple (voir QdP du 4 octobre) que le seul contrôle possible aujourd'hui était un contrôle manuel, et que cela ne permettait pas de localiser les fissures et encore moins de connaître leur évolution.

En outre, une vingtaine d'organisations appellent à la signature d'une pétition nationale «pour une autre politique de l'énergie, pour un débat démocratique sur l'énergie».

Depuis mardi après-midi, la centrale de Tricastin est occupée nuit et jour. Un système a été mis en place — quelques ouvriers sont en grève, à tour de rôle — permettant aux travailleurs de tenir autant de temps qu'il faudra.

«On a mis des gars en permanence devant les postes de commande. Vendredi, on organise une journée d'action avec toutes les autres centrales, des délégations vont se rendre avec des cartes d'accès — car il faut des cartes d'accès pour pénétrer dans les centrales — à Tricastin pour apporter leur soutien.

On a eu une rencontre hier avec la direction générale qui est revenue sur ses positions de mardi. Elle

suspend — et c'est une toute nouvelle information — l'ordre de mise en charge.

Au plan national, EDF a simplement dit aux organisations syndicales : «On réfléchit».

Nous n'avons pas enlevé nos piquets de grève, parce que nous avons peur d'un coup de force en surprise». C'est en ces termes qu'un responsable de l'Union départementale CGT de la Drôme nous décrivait jeudi soir la situation à Tricastin.

Nous l'avons par ailleurs interrogé sur le retrait il y a quelques jours de l'UD. CGT du Comité de Liaison, mis en place il y a un peu plus d'une semaine pour soutenir l'action des tra-

GRAVELINES : VIGILANCE

Jeudi après-midi, le réacteur de la centrale n'était toujours pas chargé en combustible nucléaire. L'entrevue entre les syndicats et la direction mercredi soir n'a rien donné : la direction, qui a reçu le feu vert pour opérer le chargement, refusant d'aborder le sujet des fissures (47 fissures constatées sous le revêtement inox des tubulures de cuve et sur les plaques tubulaires des générateurs de vapeur) ainsi que sur la question des conditions de travail et des effectifs. Les piquets de grève ont été dès lors mis en place. Un militant CFDT de Gravelines nous précisait même que les grévistes ont coupé l'alimentation électrique de la machine nécessaire pour effectuer le chargement. «Il y a une possibilité, ajoutait-il, c'est d'amener une alimentation pirate. Mais là, cela leur prendra du temps !».

Pourtant, la dizaine de techniciens de Framatome est sur place. La vigilance est de mise, côté syndicats et travailleurs, un coup de force n'étant toujours pas exclu.

vailleurs de la centrale.

Il regroupait des associations écologistes, les syndicats CGT et CFDT, les partis de gauche, les syndicats agricoles... Il nous a indiqué que la CGT entendait «rester maître de son action et de la direction de son action», qu'elle était «en désaccord sur le fond avec les associations, groupements et syndicats se prononçant contre le nucléaire où pour un mo-

atoire de 3 ou 5 ans». Mais qu'elle «prenait en compte tout ce qui soutenait l'action des travailleurs». Il rappelait d'ailleurs, et c'est une initiative intéressante, que ce comité s'était constitué sur la base d'un soutien à apporter à l'action en cours des travailleurs de la centrale. Et il semblerait malgré tout que la CGT-Tricastin continue de participer à ce comité.

le quotidien du peuple

- Directeur politique Charles Villac
- Rédacteur en chef et section luttes ouvrières..... Gérard Privat
- Rédacteurs en chef adjoints..... Marc Levigan, Fabien Vaudois, Jean Lermet
- Section politique Nicolas Duvallois
- Section internationale Jean-Paul Gay
- Section informations générales Monique Chéran
- Secrétaire de rédaction Hélène Roussillon

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

30^e anniversaire de la RDA

L'ACCENT EST MIS SUR L'EFFORT MILITAIRE ET LES REALISATIONS ECONOMIQUES

Dimanche, la RDA fêtera son trentième anniversaire, en présence de Brejnev et des chefs d'Etats des pays de l'Est à l'exception de la Roumanie qui se fera représenter par son chef de gouvernement. Les réalisations économiques dont se glorifie la RDA seront en bonne place dans cet anniversaire, ainsi que les problèmes de défense nationale. Une récente orientation du conseil des ministres en fait une «*tâche principale*» pour les entreprises et les citoyens, dans le but d'*anéantir l'agresseur en s'épaulant mutuellement*. D'autre part une amnistie devrait prendre effet à partir du 10 octobre. A ce sujet, le professeur Havemann, dissident est-allemand réclame la levée des restrictions limitant la liberté d'expression.

Ces derniers jours, Herich Honecker, secrétaire-général du parti communiste est-allemand (SED) a passé en revue les troupes soviétiques basées en RDA, après qu'une ordonnance du conseil des ministres ait fixé comme objectif prioritaire la «*défense nationale*». Tous les citoyens et les entreprises pourront dorénavant être mobilisés pour des tâches de «*Défense nationale*», ce qui recouvre aussi bien une recrudescence de la préparation militaire que des tâches de police intérieure. Une bonne partie des forces armées est dirigée vers l'intérieur puisque 47 000 soldats et «*volkpolizei*» («*policiers du peuple*») sont attribués à la surveillance de la frontière avec la RFA. Ils ont ordre de tirer à vue sur toute personne qui tente de franchir le mur.

Mais le ton général des discours qui marqueront le 30^e anniversaire de la RDA, portera sur les réalisations économiques et l'amélioration du niveau de vie. Seul pays de l'Est où

les prix n'ont pas augmenté cet été, la RDA vient de décider un relèvement des pensions de retraite.

L'annonce d'une amnistie qui devrait toucher également les prisonniers politiques (au nombre de

25 000 : la plupart détenus pour avoir tenté de quitter le pays) s'accompagne dans les milieux d'opposition, d'une demande en faveur du respect des libertés. Ainsi, le professeur Havemann, condamné récemment à une forte amende pour avoir publié un livre à l'étranger, a adressé une lettre ouverte (non publiée) à «*Neues Deutschland*», organe central du PC est-allemand, où il critique en particulier la dictature du parti sur les masses. Il réclame la suppression des restrictions à la liberté d'expression : censure, emprisonnement pour des motifs politiques, et se prononce en faveur de la libre-circulation en dehors des frontières

(seuls les retraités est-allemands sont autorisés à voyager à l'ouest) et de la création d'un journal indépendant. Comme d'autres dissidents des pays de l'Est, Robert Havemann voit dans l'*«eurocommunisme»* une possibilité d'ouverture pour desserrer le carcan de l'URSS.

L'amnistie promise et qui devrait toucher les intellectuels dissidents les plus connus, tel Rudolph Bahro (auteur de l'*«Alternative»*) s'étendra-t-elle à la plupart des prisonniers politiques qui n'ont pas les moyens de se faire entendre ? On peut sincèrement en douter.

Franck ROUSSEL



Tous les citoyens et les entreprises pourront dorénavant être mobilisés pour des tâches de «*Défense nationale*».

● Argentine : manifestation contre les «disparitions»

Jeudi à midi, devant l'ambassade d'Argentine à Paris, plusieurs personnalités se sont jointes aux familles qui manifestent ainsi depuis un an pour obtenir des nouvelles des «disparus». Parmi les personnalités on reconnaissait : Marie José Nat et Delphine Seyrig, Jean Elleinstein et Georges Sarre. Un texte de protestation a été remis à l'ambassade à cette occasion.

● Iran : Kurdistan : représailles du PDKI attentat au Khouzistan

Lors des négociations qui se sont achevées mercredi, la population Kurde a fait connaître à nouveau ses revendications à l'envoyé du gouvernement central : autonomie, évacuation par l'armée de Mahabad, fin des exécutions et amnistie pour les prisonniers Kurdes. Selon des sources kurdes, 4 «gardiens de la révolution», ont d'autre part, été exécutés mardi par le PDKI en représaille de l'exécution de 4 habitants de Mahabad. Au Khouzistan (Sud-Ouest du pays), un attentat a fait 7 morts et 10 blessés, mercredi, dans un train reliant la province à la capitale.

AFGHANISTAN :
CREATION D'UN
CONSEIL
REVOLUTIONNAIRE
ISLAMIQUE EN
HAZARADJAT

Selon, l'organisation «*Ittehadia Moudjahidin Islami Afghanistan*» qui combat le pouvoir central, une province du centre de l'Afghanistan, presque entièrement contrôlée par les rebelles : l'Hazaradjat se serait doté de sa propre administration dirigée par un «*conseil révolutionnaire uni*». Selon les mêmes sources, la capitale de la province de

Ghor, serait encerclée par les combattants islamiques et le gouverneur serait en fuite.

TURQUIE : VISITE
OFFICIELLE DE
YASSER ARAFAT

Jeudi, le président du CE de l'OLP a inauguré le bureau de l'organisation palestinienne à Ankara. Avec l'ouverture de cette représentation dans la capitale turque, c'est le deuxième pays musulman non arabe à accueillir l'OLP, après l'Iran.

Carnet de voyage au Liban

Quelques minutes de marche depuis l'université arabe de Beyrouth, et l'on arrive au camp palestinien de Chatila. Direction : le local de la Résistance, un solide bâtiment en béton où nous avons rendez-vous avec des militants, des combattants — c'est tout un —.

Pour eux, Palestiniens vivant au Liban, quels sont les rapports avec les Libanais ? C'est la question que nous voulions surtout leur poser. «*Notre ennemi est le même. En Palestine occupée, le sionisme. Ici, les milices de la droite libanaise. Ce sont deux visages de l'impérialisme. L'obtention de nos droits, aux uns et aux autres, est étroitement liée : cela détermine notre unité. Au Sud, c'est beaucoup plus simple encore : l'ennemi direct des Libanais est le sionisme. Saad Haddad n'est que sa créature, avec ses milices. Quand ils bombardent les villages, les avions ne font pas la différence entre nos deux peuples. A vrai dire, il y a encore plus de victimes libanaises que palestiniennes, je l'ai vu de mes yeux. L'armée israélienne entre dans les villages, parque toute la popula-*

tion, fait sauter les maisons, brûle tout sur son passage. Le sionisme est l'ennemi direct des Libanais et du Sud.

Voici des gens qui ont tout supporté, qui ont dû se réfugier par centaines de milliers. Des paysans qui ont dû quitter leur terre. Des familles qui se retrouvent dans le dénuement, alors qu'à Beyrouth tout est cher. Des mères dont le fils ou la fille a été tué par une bombe. Et ces gens-là n'ont jamais élevé la voix contre la Révolution Palestinienne. Ils sont une part de nous-mêmes, comme nous sommes une part d'eux-mêmes. Leur libération et celle de leurs enfants ne fait qu'un avec la libération de la Palestine.

Ces réfugiés du Sud, la Résistance les aide autant qu'elle le peut : elle essaie de leur trouver un logement, des moyens de transport, elle leur donne parfois un peu d'argent, le temps qu'ils arrivent à se débrouiller par eux-mêmes : «*Qu'est-ce que quelques centaines de livres, alors que ces gens ont tout donné pour notre révolution ? Ce n'est rien du tout*». Un certain nombre de réfugiés habitent les camps :

*«Ils ne ressentent aucune différence avec nous, ni de mode de vie, ni de sentiments». Mais pour le logement, en général, en coopération avec le Mouvement National Libanais, des immeubles neufs inhabités sont recherchés, ou des appartements vides : si des dizaines de milliers de chrétiens vivent encore dans les quartiers ouest, un certain nombre ont fui vers les zones des Phalanges, abandonnant leurs maisons. «*La condition pour y reloger les gens, c'est qu'ils s'engagent à les entretenir pour pouvoir les rendre en bon état à leurs propriétaires. Les Chrétiens viendront. Le Liban appartient à tout ses habitants, quelle que soit leur religion. C'est nous, Palestiniens, qui n'y sommes que des hôtes de passage*».*

Nous avons parlé plus longuement de cette question des Libanais qui vivent actuellement sous le contrôle des Phalanges : «*De notre côté, nous faisons tout pour améliorer les rapports avec eux. Il y a des combattants dont la famille habite du côté Est. Il faut briser les barrières, rendre les communications plus faciles. En fait, beaucoup de gens vien-*

nent du côté Ouest, et notamment dans les camps palestiniens. IL y a un commerçant libanais, habitant à l'Est, qui livre le butane à Chatila. Nous assurons leur sécurité quand ils viennent ici, nous mettons à la raison tout ce qu'ils voudraient leur rechercher querelle. Il y a beaucoup de morts entre nous. Mais nous sommes les mêmes gens : même si aujourd'hui ils sont contrôlés par l'impérialisme, les choses changeront un jour».

Cela, c'est pour les Libanais avec lesquels les difficultés sont les plus grandes. Mais il y a les autres, ceux qui combattent aux côtés des Palestiniens : «*Naturellement, il y a le Mouvement National, avec lequel nous avons des buts communs. Mais il y a aussi les Libanais qui sont directement organisés dans la Résistance. On peut estimer leur proportion à un minimum de 10 à 20 % dans chaque organisation*». IL y avait, autour de la table, cinq ou six militants. Deux de ces Palestiniens étaient des Libanais.

L'un d'entre eux s'est expliqué. Un jeune, électricien. Il a combattu à Beyrouth, dans le

quartier de Chyah, il a combattu au Sud. Dans les rangs du Fath. Depuis 1969, sa famille a quitté le quartier de Mazraa pour venir habiter ici, à Chatila : «*Nous nous sentions plus à l'aise dans le camp, avec des gens qui nous ressemblent tout à fait. Nous ne supportons pas l'injustice du régime libanais. Ce qui compte d'abord, dans la vie, ce sont les gens avec qui on est, la solidarité qu'on peut avoir avec eux. Ici, dans le camp, nous nous sentons chez nous*».

Situation extrême : bien que de nombreux Libanais habitent les camps, il y a pour le reste une différenciation plus nette entre la société libanaise et le monde des réfugiés palestiniens. Pourtant, cette intégration au combat du peuple palestinien a valeur d'exemple : elle met en relief l'unité de deux peuples arabes aux destins indissociables. Etaient-ils libanais, étaient-ils palestiniens, ces jeunes gens enthousiastes qui parlaient avec nous ? Parce que nous le leur avions demandé, ils ont bien voulu nous le dire. Mais en précisant bien une chose : jamais, entre eux, ils n'établissent cette différence. Ils sont des combattants de la libération. C'est tout.

FIN

Une interview de Manuel Scorza, romancier péruvien

Propos recueillis par Michèle ROUX

La rentrée littéraire est marquée par la publication en français d'œuvres de grands romanciers latino-américains. Carlos Fuentes, mexicain, publie chez Gallimard «*Terra Nostra*», Alejo Carpentier, cubain, chez Gallimard également «*La Harpe et l'ombre*», et en octobre doit paraître chez Grasset «*Récit d'un naufragé*» du Colombien Gabriel Garcia Marquez.

Manuel Scorza, romancier péruvien, avait déjà été publié en France il y a quelques années chez Grasset. C'est son roman «*Le Cavalier insomniaque*» qui sort chez Belfond, traduit de l'espagnol, tandis que «*Roulements de tambours pour Rancas*» est réédité. Scorza a consacré son œuvre littéraire aux luttes

menées par les paysans de la «*pampa*» andine pour récupérer leurs terres confisquées par les latifundistes ou par une grande société minière nord-américaine : la Cerro de Pasco Corporation. Ses romans sont de la même veine littéraire que ceux d'un autre grand romancier péruvien, José Maria Arguedas qui s'attachait, dans «*Les fleuves profonds*» entre autres, à évoquer avec sensibilité, poésie et talent, le monde du paysan andin, ses liens avec la nature, la terrible oppression dont il est victime, lui qui ne parle que le quéchua.

Scorza se définit comme étant dans la lignée de Arguedas, c'est vrai et c'est bien !

Dans le deuxième, «*Garabombo l'invisible*», Garabombo comprend que la lutte doit être collective, mais il échoue.

Pour se remettre de ce grand échec, sort Raymundo Herrera («*Le Cavalier insomniaque*»), afin de récupérer la mémoire perdue ; mais là, le temps s'arrête parce que la lâcheté des hommes était trop grande et que le temps lui-même était paralysé par la lâcheté.

Dans le quatrième roman («*Le chant d'Agapito Robles*»), le temps court à nouveau quand les hommes sont délivrés de la peur, car la terre est malade quand les désirs pourrissent chez nous. Le désir de liberté, le désir d'avoir des choses pour lesquelles vous vous battez depuis des siècles, pourrait s'il ne se réalise pas. Agapito Robles comprend qu'il faut passer à la violence, que la lutte légale n'a plus de

mythe a un rapport avec les jeux enfantins. En Amérique latine, c'est fondamental. C'est lié à l'état de folie d'une partie de la société latino-américaine, parce que, à mon avis, la conquête espagnole a produit un traumatisme si grave qu'il se traduit par une folie collective que nous traînons depuis plus de quatre siècles. Alors, j'essaie de démontrer cette folie dans mes livres, et de me délivrer et d'aider à délivrer, si c'est possible, à travers la parole du mythe. Car le mythe, une fois prononcé, c'est la délivrance.

Et puis, n'oubliez pas que je raconte l'histoire des hommes qui figurent parmi les plus déshérités du monde, et qu'il faut les habiller somptueusement pour qu'ils passent une dernière fois dans l'histoire.

Ecrire pour demain

► Quel est, selon vous, le rôle de la littérature en Amérique Latine ?

— Je pense que la littérature a été le seul secteur de la pensée latino-américaine qui ait su trouver des modèles originaux, véritables et universels. Elle a su interpréter la réalité. La littérature a pris la place que n'a pas la philosophie qui n'existe pas, que n'a pas la sociologie, qui existe à peine...

► Dans un pays où il y a tant d'analphabètes, où les livres ne circulent pas, pour qui écrivez-vous ?

— J'écris pour contribuer à fonder la mémoire historique du peuple péruvien, qui un jour sera à la base du mouvement de libération et de révolution. J'écris pour les lecteurs de l'avenir... Parce que malheureusement, trop d'hommes sont enfoncés dans le passé, car ils sont analphabètes. Pensez que Hector Chacon lui-même n'a pas pu lire «*Roulements de tambours pour Rancas*» mais qu'on le lui a lu, parce qu'il est analphabète. Je suis lu par les couches moyennes, la petite bourgeoisie et les étudiants surtout. Ça me suffit. Je ne suis pas lu par la bourgeoisie conservatrice, consummatrice, pro-américaine !

1 — A propos de la soi-disant attaque cardiaque collective : en réalité, c'est le grand propriétaire terrien qui empoisonne 15 syndicalistes décidés à fonder un syndicat dans l'hacienda et qui déclare ensuite à la justice qu'il y a eu «*attaque collective d'infarctus*». On voit quelle a été la réaction de la justice !

Bibliographie

Manuel Scorza :
ROULEMENTS DE TAMBOURS POUR RANCAS
Aux éditions Belfond.
GARABOMBO L'INVISIBLE
Aux éditions Grasset.
LE CAVALIER INSOMNIAQUE
Aux éditions Belfond.
LE CHANT D'AGAPITO ROBLES
A paraître
Aux éditions Belfond.

«ALORS COMMENCERA

LE TEMPS

DE LA FUREUR»



► En lisant vos romans, on est en quelque sorte confronté à la démesure : démesure de la nature, du temps, de l'oppression, des héros.

— Mes romans se passent dans une plaine à presque cinq mille mètres d'altitude, et il y a déjà dans cela un élément démesuré. Et puis, la démesure ne se trouve pas dans la littérature mais dans la réalité. Voyez par exemple dans «*Roulements de tambours pour Rancas*», l'attaque cardiaque collective des dirigeants syndicaux (1) : eh bien, c'est un fait réel ; le jugement rendu par la Cour de justice a admis que les faits s'étaient ainsi passés. La réalité en Amérique Latine n'est pas mesurée et la littérature latino-américaine a su rejeter la fausse notion de mesure héritée de l'Occident pour assumer précisément cette démesure. Et c'est pourquoi notre littérature est devenue la première description exacte de l'Amérique du Sud.

Fiction et réalité

► Les personnages de vos romans sont tous réels ?

— Non, pas tous. Mais les hommes qui entreprennent des choses gigantesques ont existé ou sont vivants : je connais personnellement Hector Chacon, qui a été libéré à la suite de la publication de «*Roulements de tambours pour Rancas*», dont il est le héros. Quant à Garabombo (héros de «*Garabombo l'invisible*»), j'ai travaillé avec lui pendant la révolte paysanne, puis il a été abattu. Agapito Robles (voir «*Le chant d'Agapito Robles*») est mon ami. Donc, j'ai choisi volontairement des héros qui existent parce qu'il fallait démontrer l'existence d'hommes aux qualités humaines supérieures ; le peuple péruvien a été tellement méprisé par ses conquérants et ses classes dominantes ! C'était le mépris le plus total pour cette partie de la population qui ne parle pas espagnol, qui n'avait pas droit à la parole !

► Les événements que vous décrivez, vous les avez vécus ?

— J'ai assisté à une partie des événements que je raconte, et pour le reste, j'ai fait des enquêtes. Je suis allé pendant presque un an recueillir des témoignages.

Il me fallait utiliser un traducteur pour la langue quéchua que parlent les paysans.

► D'une part vos héros sont réels, d'autre part, ils sont doués de pouvoir magique. Herrera, le «*Cavalier insomniaque*» chevauche pendant deux cents quatre vingt deux ans. Le monde même dans lequel évoluent ces personnages atteint, parfois les dimensions d'un monde merveilleux. Leurs entreprises sont racontées sur le ton de l'épopée.

— J'ai exagéré la réalité pour la symboliser, parce qu'il faut frapper l'imagination. Pour raconter le massacre des paysans à la fin de «*Roulements de tambours pour Rancas*», j'utilise une conversation qu'ont les morts sous la terre. A la fin du «*Cavalier insomniaque*», ce sont les mères qui avancent sur le lac, en défiant les lois de la nature, qui racontent un autre massacre, et le lac lui, change de couleurs, il devient couleur sang. Et là, je réclame le droit à la poésie, à l'onirisme, au symbolisme, et je pense que c'est ce qui permet de sortir du «*réalisme socialiste*», disons du réalisme tout court qui, à mon sens, est limité.

Quant au ton épique que j'utilise, c'est une façon de transcrire

la réalité, mais n'oubliez pas que dans certaines zones du Pérou, c'est encore le monde de l'épique, parce qu'il y a des endroits où le Pérou s'est arrêté au XV^e ou au XVI^e siècle. Par exemple, cet ingénieur auquel il est fait allusion dans «*Le cavalier insomniaque*», qui avait fait une carte en plaçant un fleuve du Sud du Pérou au Nord du Pérou ! De telles choses ne peuvent se passer que dans un pays où la géographie n'existe pas !

► Prenons l'exemple du temps. Dans «*Le cavalier insomniaque*», le temps s'arrête. Les gens ne meurent plus. Les montres pourrissent. Et le délégué paysan de dire : «*Le temps est devenu fou, et cette atrocité ne prendra fin que quand les hommes se délivreront de la peur*».

— Oui, pour parler de cela, il faut que je vous explique mon projet d'ensemble. Les cinq livres que j'ai faits pendant dix ans, dont trois seulement sont pour l'instant traduits en français, représentent la marche de l'obscurité du mythe et du merveilleux vers la conscience. Dans le premier, «*Roulements de tambours pour Rancas*», je fais l'éloge de la rébellion individuelle, qui est une erreur de Hector Chacon.

Enfin, dans le cinquième roman, «*Le tombeau de l'éclair*», les personnages se rendent compte qu'ils sont tissés dans une tapisserie, tapisserie dont ils vont s'échapper pour prendre conscience qu'ils sont égarés dans la misère du Tiers Monde et qu'ils ne pourront s'en sortir qu'à travers une révolution.

Le mythe historique

► Comment et pourquoi utilisez-vous le mythe dans vos romans ?

— Je considère que le roman est une machine à rêver, un merveilleux jouet, un violon pour jouer n'importe quoi, mais cela n'empêche pas de partir des faits historiques. Moi, je ne propose pas des mythes gratuits, mais des mythes historiques, à partir de la réalité. Le cavalier insomniaque qui a chevauché pendant deux cent quatre vingt deux ans, c'est un élément fantastique, mais c'est la prolongation d'un fait réel, et si j'ai immobilisé le temps dans le roman, c'est parce que le temps s'est immobilisé dans la réalité puisque la situation n'a pas changé.

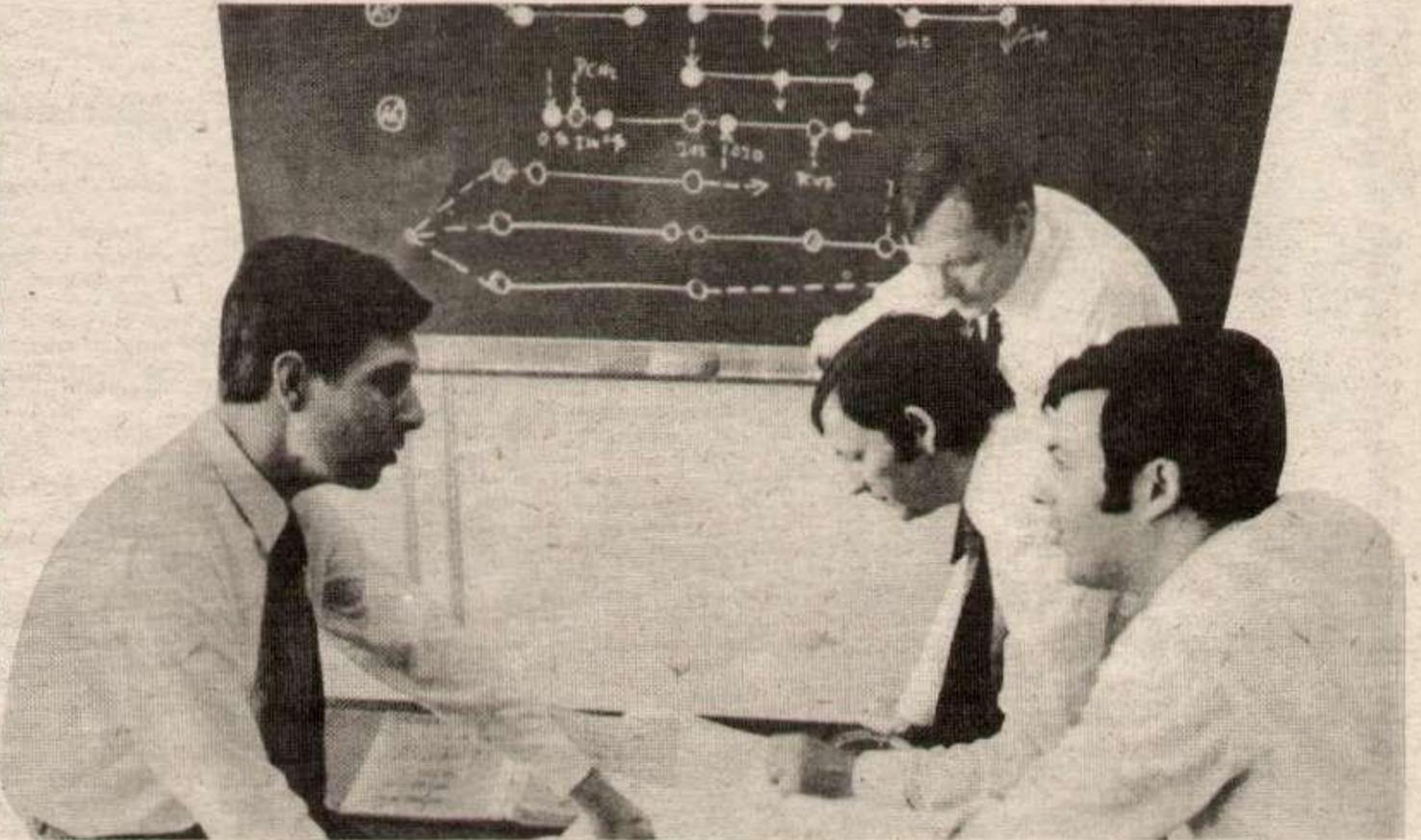
De plus, le mythe joue un rôle en Amérique latine qu'il ne joue pas en Europe. En Europe, le

Après le 30^e SICOB : problèmes présents pour une vision d'avenir

Par Jean JAULIN et Gilbert GERLAND

4

Au-delà de tous les discours sur la révolution informatique, sur l'ère de l'information, se profile de façon plus concrète une gigantesque bataille économique entre les différents pays impérialistes. Simon Nora, dans son rapport de 1978, indiquait lui-même le caractère aléatoire des prévisions sur la « Société informatique ». Ce qui ne l'empêche pas de développer toute une série de recommandations très précises concernant la bataille économique en cours et à venir. Deux grands axes sont développés : reconquérir le marché national dans tous les domaines touchés par l'informatique, pour limiter la pénétration des géants informatiques sur le marché français. D'autre part, favoriser le potentiel exportateur de la France, afin qu'elle profite de l'explosion de cette industrie dans le monde : le marché est appelé à doubler tous les cinq ans.



Mise au point d'un programme : le seul domaine où l'impérialisme français soit vraiment bien placé.

Le géant IBM

Nous ne sommes plus au temps où seuls les ordinateurs étaient l'objet d'une vive concurrence entre les pays impérialistes. L'interpénétration croissante des télécommunications, des composants, des services et logiciels et des terminaux rend caduque la bataille gaulliste pour promouvoir avec CII une grande informatique française.

Désormais, sur le marché mondial, apparaissent des géants industriels capables de rivaliser dans tous les secteurs avec les Etats eux-mêmes. On cite souvent le cas d'IBM, parce qu'il est le plus révélateur de cette tendance : IBM détient 70 % du marché des gros ordinateurs dans le monde (excepté l'URSS et les pays de l'Est). Elle produit l'ensemble de ses composants. Ce qui en fait là encore le premier producteur. Elle emploie plus de 300 000 personnes dans le monde, soit autant que l'industrie informatique française proprement dite. Elle est implantée dans une centaine de pays. Son bénéfice à lui seul permet de dégager un budget de recherche de 1,25 milliards de dollars, supérieur à l'ensemble des ventes de CII Honeywell-Bull (compagnie française) pendant une année. Forte de cette avance, IBM se lance actuellement dans la production de terminaux tel le distributeur automatique de billets exposé au 30^e Sicob.

Mais c'est sans conteste dans le domaine des télécommunications qu'IBM apparaît comme un redoutable concurrent des Etats. Elle vient de mettre au point son propre satellite de communication, le SBS, pour lequel l'autorisation de lancement lui a été accordée par les autorités américaines. Assurant la transmission très rapide de communications multiples, il couvrira l'ensemble du territoire américain en téléconférences, télécopies ou échanges de données informatiques. Sa vitesse de transmission sera considérable : 6 300 000 bits/s, la plus rapide au monde.

Déjà, d'autres satellites sont en cours de réalisation par des

TELEMATIQUE : UNE BATAILLE INDUSTRIELLE MONDIALE

multinationales telles que Xerox, le n°1 de la reprographie mondiale, ATT le n°1 du téléphone, qui prévoit en outre de concurrencer IBM dans les liaisons inter-entreprises.

Cette domination pourrait être effectivement dangereuse. Elle rendrait totalement dépendants les pays cherchant l'accès aux grandes banques de données américaines, là encore les premières au monde et n'ayant aucun concurrent si petit soit-il.

D'autre part, dans cette optique, le logiciel (langage et programme) américain pourrait devenir le système de référence obligé pour des exigences de compatibilité de matériels. Par exemple, la connaissance de l'anglais est déjà nécessaire pour la plupart des ingénieurs informaticiens !

La place des capitalistes français

Quels sont les atouts des capitalistes français parmi les cinq techniques à la base de la télématique :

— Dans le domaine des gros ordinateurs, le marché français est couvert à 75 % par des producteurs étrangers (américains pour 99 %). Davantage que le Japon (45 %), l'Angleterre (60 %), ou même l'Allemagne (75 %), si l'on considère que le seul producteur « national » CII a été « marié » en 1976 à l'américain Honeywell-bull.

— Pour les composants, à bien des égards stratégiques, on compte que parmi les cinq premiers producteurs de composants évolués (semi-conducteurs), qui assurent 80 % de la production en France, un seul est d'origine française. Thomson-CSF et Efcis n'occupent que

8,5 % du marché. Ceci n'intègre pas la situation du commerce extérieur, particulièrement dégradée : CII-H.B. importe ainsi 85 % de ses composants.

— Pour les terminaux, et les mini-ordinateurs, appelés à connaître une très forte croissance, 25 % seulement du marché sont couverts par des entreprises françaises.

— Par contre, les choses diffèrent sensiblement dans le domaine des SSCI. Les Sociétés de service spécialisées dans les programmes et les conseils aux sociétés utilisatrices sont au 2^e ou

d'investissements publics seront encore consentis par la Direction Générale des Télécommunications pour les cinq prochaines années. Mais le retard était considérable à rattraper.

Quelle stratégie ?

Dans cette situation assez inégale, reflétant bien la situation d'impérialisme secondaire face à une stratégie de filière (contrôle total, depuis le produit de base jusqu'au produit très élaboré) des Etats-Unis et même du Japon, la réponse du capitalisme français est triple :

L'informatique française en chiffres

Son chiffre d'affaires s'élève à 50 milliards de francs. Mais il retombe à 20 milliards de francs lorsque IBM est exclue. Cela porte cette industrie au quatrième rang mondial, derrière les USA, le Japon et l'Angleterre. Elle remonte cependant au deuxième rang en ce qui concerne le volume des exportations, évalué à 5 milliards de francs en 1978 (essentiellement les services...).

L'informatique emploie plus de 320 000 personnes, soit plus du double de la sidérurgie.

Des études économiques évaluent à 25 000 le nombre d'emplois créés chaque année pour les cinq prochaines années. Mais le cinquième dans cette industrie directement, les quatre cinquièmes restant au sein des entreprises utilisatrices.

3^e rang mondial, juste derrière les USA, assez en avance sur les autres pays européens. CAP Gemini Sogeti, chargée de l'opération Vélizy, compte près de 3 000 employés, possède des succursales dans plus d'une cinquantaine de pays.

— Enfin, dans les télécommunications, dont nous avons vu jeudi combien elles étaient le nerf de la guerre informatique, les investissements massifs depuis 1975 ont porté l'industrie française aux premiers rangs mondiaux. Plus de 100 milliards

— Tout d'abord, protéger au maximum son marché national en jouant des prérogatives de l'Etat. D'où la bataille des réseaux publics tels que Transpac, Antiope ou Telecom I.

— Puis, élargir le marché national dans des créneaux où ses industriels peuvent relativement bien se placer : d'où le choix du télécopieur, du vidéotex donnant à Thomson, Matra ou CIT-Alcatel un quasi-monopole. En faire de solides exportateurs (nécessité de l'impérialisme) suppose, par expérience, de leur don-

ner un accès privilégié à la consommation nationale. Bien sûr, ce n'est pas la seule clef de produits compétitifs. D'où les licenciements dans la téléphonie et la rationalisation à outrance dans ses entreprises.

— Mais tout ceci n'est guère suffisant, car l'impérialisme français doit faire face à une contradiction importante. S'imposer ou se placer sur les marchés extérieurs, donc ne pas fermer son marché intérieur ; tenir compte de ses faiblesses internes dont nous venons de voir qu'elles sont au nombre de trois : composants, gros ordinateurs et péri-informatique.

Aussi, pour protéger ses créneaux, adopte-t-il une stratégie d'alliances industrielles multiples avec des entreprises américaines (où est l'Europe ?). Déjà CII avec Honeywell-Bull en 1976, puis Thomson avec Motorola ; et la liste s'allonge. Cette stratégie qualifiée par certains, comme le PCF ou le PS, d'abandon national, est en réalité dans la logique de l'impérialisme.

Cherchant à rattraper son retard, à compenser ses faiblesses inhérentes, elle arrose de milliards Thomson, CIT-Alcatel ou la CII, mais aussi des producteurs américains dont elle espère acquérir la technologie et l'accès au marché américain. Stratégie déjà utilisée par l'Allemagne et le Japon. Ces milliards pris sur les deniers publics (nos impôts) suffiront-ils à faire reculer la dépendance française, ou le renforceront-ils dans ce secteur vital pour l'avenir ? Difficile à dire dans l'immédiat. Cependant, le prix à payer pour cette stratégie d'impérialisme secondaire est lourd pour les travailleurs : chômage accru, même dans ce secteur, (licenciements à l'AOIP, et dans toutes les entreprises de la téléphonie), et renforcement de la fiscalité.

Dans notre édition datée de mardi :
INFORMATIQUE : QUELS DANGERS

Hôpital Saint Antoine

GREVE DES INTERNES ET SUPPRESSION DE 200 LITS

Les internes des hôpitaux parisiens sont en grève depuis ce vendredi matin. Grève des soins, et seules les gardes des urgences seront assurées, sur réquisition de l'administration.

L'origine du conflit est la suivante : deux fois par an, les internes déterminent les services où ils travailleront le semestre suivant, par ordre d'ancienneté. L'Assistance Publique, jusqu'à maintenant, soumettait au choix des internes environ 1 500 postes. Or, cette fois-ci, des postes risquent de man-

quer. L'administration a décidé alors de doubler des postes dans des services jugés « peu formateurs » par les internes ; d'où le tollé des internes parisiens. La raison de ce manque de postes, c'est la fermeture de lits. Un chiffre énorme : 200 lits ! De 1 200 lits, ils comptent passer à 1 000. Les services touchés sont l'hépatologie, l'endocrinologie, ainsi qu'en cardiologie, en neurologie. Sur plusieurs services, c'est donc une cinquantaine de lits qui sont supprimés et il est fort possible que le chiffre des lits disponibles descen-

de à 800 ! La direction procède de la façon suivante : les chambres à 4 lits sont réduites de moitié et deviennent ainsi des chambres à 2 lits ! Et les lits disparaissent complètement !

Il y a des coups de téléphone en permanence pour envoyer en banlieue les malades qui se présentent : H. Mondor à Bondy... de partout.

Le résultat — et peut être le but de l'opération ? — c'est que les gens vont se soigner de moins en moins. Ce qu'on constate également, c'est qu'il y a beaucoup de lits vides,

que les malades se font moins soigner. Quand ils sont hospitalisés, le séjour en hôpital se raccourcit de plus en plus, de façon à diminuer les « frais » à tout prix...

Voilà donc une traduction concrète des propos du ministre de la Santé, J. Barrot : « Il faut éviter de dépenser à l'aveuglette en matière de santé ». Les choses sont claires : les malades « coutent cher », donc on ferme les lits, et ainsi il y a moins de malades !

Coor. SAINT-ANTOINE

LA SECTION DU CAT DE BESANCON MARQUE DES POINTS

Vendredi 28 septembre, le procès des 6 inculpés du Centre d'aide par le travail de Besançon a fait salle comble. La mobilisation engagée par la section syndicale CFDT et l'UL CFDT s'est révélée être un succès.

Au cours de l'audience, nous avons enfin réussi à savoir par la bouche même du président du tribunal, qui était à l'origine des attaques portées contre les travailleurs du C.A.T. Bien qu'il s'en défende énergiquement et reporte totalement la responsabilité sur les syndicats, c'est bel et bien Huot, président du Conseil d'Administration du centre et conseiller mu-

nicipal socialiste qui a collaboré avec la justice, plus précisément avec le Parquet pour « régler leur compte » aux travailleurs qui occupaient les ateliers.

Mais il faut voir que par l'action de la section syndicale CFDT la bourgeoisie a dû reculer sur plusieurs points :

— l'embauche des 6 occupants valides est garantie par une promesse écrite du sénateur-maire Schwint

— une entrevue de la section syndicale avec Huot a abouti à une démarche commune de celui-ci et les deux syndicats-liquidateurs auprès du juge-commissaire du règlement judiciaire

pour atténuer les risques du procès.

— en dernière minute la partie civile, c'est-à-dire l'Association d'Entraide par le Travail, présidée par Huot, s'est retirée.

Ce procès est un test voulu par la bourgeoisie car il est le premier du genre en France (excepté le procès Caron-Ozanne du 24 novembre 1977, qui s'est terminé par la relaxe des inculpés). Le jugement sera prononcé le 9 novembre, son résultat sera d'une grande importance car des peines lourdes peuvent être d'un grand retentissement sur toute la classe ouvrière française.

Nous devons empêcher cela !

La plaidoirie de l'avocat a cependant permis d'aboutir à un résultat : les accusations sont injustifiées et les dossiers sont vides !

Plus que jamais la section syndicale doit conserver les acquis obtenus par la mobilisation réalisée autour d'elle. Les travailleurs doivent se montrer vigilants jusqu'au jugement qui sera rendu le 9 novembre et ne pas baisser les bras tant que l'ensemble des travailleurs en lutte, handicapés et valides ne seront pas réembauchés.

Corr. C.A.T. BESANCON

Caisse des Mines

Contre-vérités de l'Humanité

L'Humanité qui parle de la lutte du personnel de la Caisse des Mines contre son transfert de Paris dans le Nord en première page, sous le titre trompeur de « Succès » transforme la réalité selon ses vœux. Selon Malberg, secrétaire de la Fédération de Paris du PCF « la lutte des employés a mis ce projet en échec contraignant le gouvernement à reculer ». L'Humanité à propos de cette lutte énonce une série de contre-vérités, n'hésitant pas à inventer des journées d'occupation, alors que la CGT s'est toujours opposée à la grève avec occupation, un syndicat CGC en lutte alors qu'il n'y en a pas — il fallait trouver une « lutte au coude à coude cadres-employés » — et surtout « une lutte intense dans ses derniers mois » alors que tout a été fait pour enterrer les moindres actions (excepté une énième pétition !).

Or, ces cris de victoire masquent le fait que la DATAR a décidé l'implantation d'une antenne de 80 emplois, ce qui a été confirmé par son délégué A. Chadeau lors d'un déplacement effectué ces

jours-ci dans le Nord. Si le PCF lance ces cris de victoire, c'est parce que le Président de la Caisse Autonome Nationale, Cahen Salvador, l'oncle de Simone Veil, s'est lavé les mains depuis que le nouveau ministre de la Santé, Barrot, lui a laissé toute liberté de réunir

ou non le Conseil d'administration tripartite (patrons, représentants de l'Etat et syndicats). Il n'a pas convoqué le Conseil d'administration et a répondu au ministre sans en informer ses membres. Les délégués mineurs CFDT ont vigou- reusement protesté car

le gouvernement pourra maintenant, comme il le faisait savoir dans une lettre du 25 septembre, « faire acte d'autorité ». Une assemblée générale est prochainement prévue. Le personnel ne s'y laissera peut-être pas manipuler.

Réorganisation à la tête du RPR

Michel Noir, nouvelle éminence grise de Chirac

Chirac a présenté jeudi, lors d'une conférence de presse, les remaniements opérés à la tête du RPR. Comme on s'y attendait, on enregistre le départ de Charles Pasqua, conseiller à l'organisation, dont le rôle avait été vivement critiqué au sein du mouvement. Le dernier des quatre « conseillers occultes » de J. Chirac, celui qui avait la haute main sur l'organisation du RPR, C. Pasqua a été remplacé et ne figure plus officiellement dans l'état-major du mouvement chiracien.

On note, en outre, la promotion de Michel Noir, député du Rhône, qui s'était fait connaître par son livre « Réussir une campagne électorale ? Suivre l'exemple américain ».

Le secrétaire général Bernard Pons, qui vient de remplacer Devaquet à ce poste, sera assisté d'un secrétaire général adjoint, Jean Méo. Le service de presse est directement rattaché au secrétaire général, ainsi que la publication du RPR, La lettre de la nation, qui

garde Pierre Charpy comme directeur.

La nouvelle équipe comprend, parmi ses nouveaux membres, huit députés élus en mars 1978. Les modifications dans l'équipe dirigeante du RPR répondent à l'objectif de resserrer les rangs des parlementaires autour de Chirac, ainsi que de permettre la récupération des petits groupes gaullistes non-RPR, par l'élimination de gens comme Pasqua, consécutive à celles de Juillet et Marie-France Garaud.

Manifestations contre Giscard en Aquitaine

Plusieurs milliers de manifestants ont accueilli la tournée électorale de Giscard en Aquitaine, à Bordeaux, Agen, Tarbes...

A Agen, Giscard a attaqué son discours de bienvenue par un « Français, il faut se serrer les coudes ». Autre thème proféré : la France est morose, et il n'y a pas de raison. Nous vivrons mieux, a-t-il promis, mais dans 10 ans.

En attendant, c'est coudes serrés que les manifestants ont traversé les rues des villes de Gironde et du Lot-et-Garonne.

Mort du sociologue Nikos Poulantzas

Nikos Poulantzas est décédé mercredi à Paris, à l'âge de 43 ans. Membre du PC grec dit de l'intérieur (plus critique vis-à-vis de Moscou que le PC « orthodoxe »), Poulantzas était l'auteur d'ouvrages de théorie politique : « Fascisme et dictature », « Pouvoir politique et classes sociales », « Les classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui », « La crise des dictatures, la crise de l'Etat » et « L'Etat, le Pouvoir, le Socialisme ».

Il s'était particulièrement attaché à la théorie de l'Etat. Rejetant l'idée de l'instauration du socialisme par la lutte armée, il formulait toutefois de vives critiques par rapport aux modes d'appropriation du pouvoir qui sont ceux des sociaux-démocrates et des révisionnistes.

TCHECOSLOVAQUIE NOUVEAUX PROCES

Onze « dissidents » du Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies, arrêtés en mai dernier, vont être prochainement jugés, pour « activités subversives ». Jaroslav Savrda écrivain tchèque, signataire de la « Charte 77 » a été condamné à 2 ans et demi de prison. Selon les milieux « dissidents », l'état de santé de l'écrivain est très alarmant.

RENAULT-LE MANS : NOUVEAUX DEBRAYAGES

Dans toutes les usines du groupe Renault, des débrayages importants se sont déroulés jeudi, à l'appel de la CGT et de la CFDT : manifestation à Cléon, 90 % de grévistes au Mans, meeting à Flins. Les revendications : les 35 heures et les salaires.

EMPLOYES CONTRE MAMMOUTH

Les « forces de l'ordre » ont expulsé sans ménagement les employés grévistes de la grande surface « Mammouth » à Rennes qui occupaient leurs locaux depuis une semaine. Objectif de la lutte : obliger « Mammouth » à écraser plutôt les prix que leurs salaires...

ANNIVERSAIRE

Tête de pont des armées du Pacte de Varsovie, vitrine du « socialisme » à l'Est, la République Démocratique Allemande s'apprête à fêter son 30^e anniversaire. Tous les chefs d'Etat, URSS et ses satellites, vont assister aux cérémonies. Brejnev est d'ailleurs arrivé le premier à Berlin-Est, s'est entretenu avec Erich Honecker, et a mis au point les dernières lignes de son discours « de portée internationale ». Dimanche, une grande parade militaire se déroulera à Berlin.

POUR PROTESTER CONTRE LES EXPULSIONS ET LES AGRESSIONS POLICIERES

Rassemblement samedi 15 h devant le foyer Sonacotra de Mont-Saint-Martin (Longwy)

A l'appel du comité de résidents et du comité de soutien